

ENTREPRISE

ADIC a déménagé

Adieu Blauzac, bonjour Uzès ! Depuis le mois dernier, la société ADIC Reliure a quitté ses locaux de 280 m² sur trois étages en plein cœur de Blauzac pour emménager chemin de Saint-Géniès, dans des locaux de plain-pied de 370 m², situés dans la continuité d'ADIC Informatique. À quelques mètres seulement de la SEDI (Société d'édition et de distribution d'imprimés), dont nous évoquons les 70 ans la semaine dernière. Un rapprochement logique puisque la société ADIC et ses deux branches font partie du groupe SEDI.

MADE IN UZÈS

Aujourd'hui, la société ADIC a trois activités principales et complémentaires, que nous présente Alexandre Brusques, responsable du développement : «Le métier de la reliure et de la restauration des documents, notamment les registres d'état civil et des registres communaux depuis 1984 ; la numérisation de tous types de documents dédiés aux collectivités ; l'analyse, le développement, la commercialisation et la maintenance des logiciels informatiques». Si d'autres sociétés occupent le même créneau, le fait d'avoir réuni au sein d'une même entreprise ces trois branches est unique en France, selon Alexandre Brusques. «Et c'est du made in Uzès !».

En 2016, ADIC a été parmi les trois premiers éditeurs en France à décrocher la validation COMEDEC (COMMunication Electronique des Données de l'Etat Civil), délivrée par l'État. «Trois ans de travail ont été nécessaires pour répondre au cahier des charges». Ce portail électronique permet l'échange dématérialisé de données d'état civil (naissance, mariage, décès) entre les administrations et notaires et les mairies ou le service central de l'état civil de Nantes. Finis les échanges par courrier, avec tous les aléas que cela comporte. «ADIC Informatique



échange avec environ 4 000 collectivités », rapporte Alexandre Brusques. Qui lui confie, entre autres, la numérisation de leurs registres d'état civil, avec intégration dans des logiciels ad-hoc, validés par COMEDEC.

Dans la pièce d'à côté, depuis le mois d'août, ADIC Reliure. Une vraie petite ruche, qui privilégie le travail manuel, et où la concentration est de rigueur. Ici, on manipule des pièces uniques. Les employés s'attachent donc à «garder l'âme du document». Les plus anciens documents passent par un laboratoire pour s'assurer de leur décontamination.

Les registres sont stockés dans des armoires sécurisées. Pour chaque client, les techniques de restauration employées sont archivées. «Nous avons environ 30 ans de recul, détaille Alexandre Brusques. Entre 12 000 et 15 000 travaux de restauration et de reliure ont déjà été réalisés». Ici, tout ce qui est relié et restauré n'est pas forcément numérisé. C'est en fonction du choix des collectivités. Mais Alexandre Brusques précise qu'une numérisation coûte «trois fois moins cher qu'une restauration»...

Avec 20 salariés et une équipe commerciale de plus de 30 personnes, ADIC réalise environ 1,7 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel. Une entreprise florissante, qui va même augmenter ses effectifs dans les prochaines semaines pour faire face à la demande.

Infos : www.adic-informatique.fr

C.G.